

L'antiracisme vecteur essentiel de l'émancipation

mardi 1er octobre 2019, par Gustave Massiah

Les mouvements sociaux et citoyens doivent renouveler leurs stratégies pour faire face à la montée des dangers et des forces réactionnaires et redonner sens à un projet alternatif d'émancipation. La convergence des mouvements est nécessaire pour répondre à la mondialisation capitaliste dans sa phase néolibérale et dans ses futurs possibles. Le mouvement altermondialiste dans ses différentes formes et dans ses prolongements dans les nouveaux mouvements qui cherchent leurs voies depuis 2011 doit se renouveler en construisant une stratégie commune à partir de la diversité et de la convergence des stratégies des mouvements

L'antiracisme vecteur essentiel de l'émancipation [1]

Dans de nombreuses sociétés et dans le monde, mais pas partout, les idées de droite, conservatrices et réactionnaires, progressent. Elles veulent imposer un récit du monde, relayé par une action écrasante de tous les moyens de communication comme le récit du seul monde possible. Cette poussée de la droite et de l'extrême droite est le résultat d'une offensive systématiquement menée dans plusieurs directions. Nous retiendrons six offensives complémentaires.

La première offensive est une offensive idéologique menée avec constance depuis quarante ans, qui a préparé le tournant néolibéral. Cette bataille pour l'hégémonie culturelle s'est attaquée à trois références et a développé trois discours : contre les droits et particulièrement contre l'égalité, les inégalités sont justifiées parce que naturelles ; contre la solidarité, le racisme et la xénophobie s'imposent ; contre l'insécurité, l'idéologie sécuritaire est affirmée comme la seule réponse possible.

La deuxième offensive est militaire, policière et judiciaire ; elle a pris la forme de la déstabilisation des territoires rétifs, de la multiplication des guerres, de l'instrumentalisation du terrorisme. Elle s'est prolongée dans les violences policières, la criminalisation des mouvements sociaux et citoyens et des mouvements de solidarité. La troisième offensive a porté sur le travail, avec la remise en cause de la sécurité de l'emploi et la précarisation généralisée, par la subordination de la science et de la technologie, notamment du numérique et des biotechnologies à la logique de la financiarisation. La quatrième offensive a été menée contre l'État social par la financiarisation, la marchandisation et la privatisation ; elle s'est traduite par la corruption généralisée des classes politiques. La cinquième offensive, dans le prolongement de la chute du mur de Berlin en 1989, a porté sur la tentative de disqualification des projets progressistes, socialistes ou communistes. La sixième offensive est géopolitique, elle cherche à revenir sur la décolonisation et à empêcher son approfondissement et ses développements, elle

s'attaque directement au droit international en le subordonnant au droit des affaires et à la suprématie des anciennes puissances coloniales.

L'offensive de l'oligarchie dominante a marqué des points mais elle n'a pas annulé les résistances. Les points de vue qui prônent l'émancipation restent forts et il y a même de nouvelles contre-tendances. Les mouvements qui ont commencé en 2011 à Tunis restent vivaces et se renouvellent comme on peut le voir avec les mouvements en Algérie, au Soudan et ailleurs. Les mots d'ordre sont clairs ; il s'agit du refus de la misère sociale et des inégalités, du respect des libertés, de la dignité, du rejet des formes de domination, de la liaison entre urgence écologique et urgence sociale. D'un mouvement à l'autre, il y a eu des affinements sur la dénonciation de la corruption ; sur la revendication d'une « démocratie réelle » ; sur les contraintes écologiques, l'accaparement des terres et le contrôle des matières premières.

Dans plusieurs de ces mouvements, la gauche classique est battue en brèche et des courants de droite parviennent, quelquefois, à capter le rejet de l'ordre dominant. C'est ce qui arrive quand la gauche relaye les conceptions de la droite sur la précarité, les inégalités, l'identité, la sécurité, les discriminations, le racisme. Il faut insister sur le nouvel enjeu, le refus de la corruption, le rejet de la fusion des classes politiques et des classes financières qui annule l'autonomie du politique et entraîne la méfiance des peuples par rapport aux instances du politique.

À partir de 2013, l'arrogance néolibérale reprend le dessus et confirme les tendances qui ont émergé dès la fin des années 1970. Les politiques dominantes, d'austérité et d'ajustement structurel, sont réaffirmées. La déstabilisation, les guerres, les répressions violentes et l'instrumentalisation du terrorisme s'imposent dans toutes les régions. Des courants idéologiques réactionnaires et des populismes d'extrême droite sont de plus en plus actifs. Les racismes et les nationalismes extrêmes

alimentent les manifestations contre les étrangers et les migrants. Ils prennent des formes spécifiques comme le néo-conservatisme libertarien aux États-Unis, les extrêmes droites et les diverses formes de national-socialisme en Europe, l'extrémisme djihadiste armé, les dictatures et les monarchies pétrolières, l'hindouisme extrême, etc. La montée des idéologies racistes, sécuritaires, xénophobes caractérise les contre-révolutions. Elle se concrétise dans les offensives contre les migrants, fondées sur le racisme et la xénophobie. Le néolibéralisme durcit sa domination et renforce son caractère sécuritaire appuyé sur les répressions et les coups d'État. Les mouvements sociaux et citoyens se retrouvent en position défensive. Mais, dans le moyen terme, rien n'est joué.

Il nous faut revenir à la situation actuelle pour prendre la mesure des conséquences d'une période de contre-révolutions conservatrices : la contre-révolution néolibérale, celle des anciennes et nouvelles dictatures, celle du conservatisme évangéliste, celle du conservatisme islamiste, celle du conservatisme hindouiste. Elle rappelle que les périodes révolutionnaires sont généralement brèves et souvent suivies de contre-révolutions violentes et beaucoup plus longues. Mais, les contre-révolutions n'annulent pas les révolutions et ce qui est nouveau continue de progresser et émerge, parfois longtemps après, sous de nouvelles formes. Le durcissement des contradictions et des tensions sociales explique le surgissement des formes extrêmes d'affrontement. Mais, il y a aussi une autre raison à la situation, ce sont les angoisses liées à l'apparition d'un nouveau monde. Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, Orban en Hongrie, Salvini en Italie, Modi en Inde et Duterte aux Philippines..., en sont les visages grimaçants.

L'évolution autoritaire et violente du néolibéralisme n'est ni fortuite ni temporaire. En perdant son alliance avec les classes moyennes et certaines couches populaires qui avait fonctionné au temps du New Deal, le néolibéralisme, après la crise de 2008 tourne le dos à une option démocratique, même relative ; il s'engage dans une version austéritaire, mêlant l'austérité à l'autoritarisme et développe une violence d'État agressive.

Par rapport aux urgences et aux dangers des remontées totalitaires qui occupent l'espace philosophique et politique, l'alliance entre les humanistes et les alternatifs radicaux est essentielle. Elle nécessite un renouvellement et une réinvention de l'humanisme, au sens d'une philosophie qui vise à l'épanouissement de la personne humaine et au respect de sa dignité. Elle rappelle l'importance et la fécondité des débats qui ont illustré, parmi d'autres, l'humanisme chrétien et la théologie de la libération, la résistance au stalinisme dans la pensée marxiste, la critique de l'universalisme occidental, les propositions pour un humanisme évolutif et écologique. Il devient nécessaire d'inventer en quoi l'altermondialisme est un humanisme.

La victoire des tendances totalitaires a été acquise au niveau des idées et des idéologies. L'extrême droite a commencé dès la fin des années 1970 son offensive contre l'égalité. En France, en lien avec des cercles aux États-Unis, le Club de l'Horloge a mené,

avec l'aide de scientifiques et d'intellectuels, une offensive pour affirmer que l'égalité n'est pas naturelle et que ce sont les inégalités qui le sont. Cette offensive a ciblé les libertés ne défendant que la liberté des entreprises et a combattu le droit international dans sa référence à la Déclaration universelle des droits humains. Le choix de la guerre contre les migrants fait partie pour les extrêmes droites de la guerre contre l'égalité, la liberté et les droits fondamentaux.

Cette offensive s'est attaquée à l'internationalisme en mettant en avant la mondialisation capitaliste néolibérale appuyée sur la remontée des nationalismes identitaires. Face à cette offensive, la mondialité et la reconnaissance des identités multiples, proposées par Edouard Glissant, permettraient de dépasser l'affrontement entre nationalisme et mondialisme. La multipolarité permettrait de surmonter les contradictions toujours vivantes entre Nord et Sud. L'altermondialisme met aussi en avant la complémentarité entre les approches locales, nationales et mondiales. Il n'y a pas de contradiction insurmontable entre ces approches. Le local implique la liaison entre les territoires et les institutions démocratiques de proximité, la redéfinition d'un municipalisme d'émancipation. Le niveau national implique la redéfinition du politique, de la représentation et de la délégation dans la démocratie, le renforcement de l'action publique et le contrôle démocratique du pouvoir d'État. Les grandes régions sont les espaces des politiques environnementales, géoculturelles et de la multipolarité. Le niveau mondial est celui de l'urgence écologique, des institutions internationales, du droit international qui doit s'imposer par rapport au droit des affaires, de la liberté de circulation et d'installation et des droits des migrants, ...

Le racisme et la xénophobie, bien alimentés, sont parmi les armes principales de la domination. La phase actuelle de la mondialisation capitaliste, le néolibéralisme, a fait exploser les inégalités. Les inégalités s'appuient sur les discriminations et les renforcent. Le racisme fait accepter les discriminations ; il fait aussi accepter la précarité, la pauvreté et l'exploitation. L'enjeu est double pour les dominants. Il s'agit d'abord pour limiter les résistances au capitalisme, de diviser les couches populaires et de rallier les couches moyennes ; il s'agit aussi de fermer les alternatives en remettant en cause la valeur de l'égalité.

On retrouve ainsi les explications de Gramsci sur l'importance de l'hégémonie culturelle qui permet à un système de domination de s'imposer et d'être accepté par les couches sociales dominées. Dans cette bataille culturelle, la définition d'un projet, porteur d'une alternative d'émancipation, est essentielle. C'est un exercice de démocratie qui participe à son renouvellement. Une étape indispensable pour découvrir et inventer de nouveaux chemins.

Notre réponse est que l'antiracisme est une valeur positive fondamentale. Pour qu'il puisse jouer son rôle, il faut accepter de regarder ce que le racisme et les discriminations ont marqué dans nos sociétés, ce qui continue à les caractériser. On les retrouve sous des formes diverses à travers les différentes

déclinaisons du racisme, anti-arabe, anti-maghrébin, islamophobe, antisémite ; du sexisme ; de la colonisation et de la désaliénation des colonisateurs ; de la vivacité de la mémoire de l'esclavage et de la traite négrière ; de la colonialité qui marque la nature de l'État ; de la racialisation des politiques ; du traitement des migrants et des Roms comme boucs émissaires... Il ne s'agit pas de miasmes du passé qui n'ont que peu d'importance. Il ne s'agit pas non plus de contradictions secondaires qui disparaîtront d'elles-mêmes après la libération économique et sociale. Il s'agit des contreforts et des arcs boutants qui font tenir le système dominant et qui le reproduisent.

Le projet d'émancipation doit être alternatif ; l'émancipation intègre et renforce les différentes libérations. L'orientation stratégique est celle de l'accès pour tous aux droits fondamentaux qui nécessite la co-construction d'un nouvel universalisme. D'autres libérations se préparent à occuper la scène de l'émancipation. Des bouleversements profonds, fondamentaux, cheminent dans nos sociétés. La révolution des droits des femmes qui progresse malgré des résistances terribles. La révolution des droits des peuples confrontée à la deuxième phase de la décolonisation, celle du passage de l'indépendance des États à la libération des peuples. La révolution écologique qui fonctionne comme une révolution philosophique nécessitant de redéfinir l'émancipation. La révolution du numérique et des biotechnologies qui bouleversent le langage, l'écriture et la définition de l'humain. La révolution démographique et notamment les migrations qui bouleversent le peuplement de la planète.

Il y a plusieurs bouleversements en cours, des révolutions inachevées et incertaines. Rien ne permet d'affirmer qu'elles ne seront pas écrasées, déviées ou récupérées. Mais rien ne permet non plus de l'affirmer. Elles bouleversent le monde ; elles sont aussi porteuses d'espoirs et marquent déjà l'avenir et le présent. Pour l'instant, elles provoquent des refus et de grandes violences.

L'enjeu est de s'engager dans une transition vers plus d'émancipation. Il s'agit pour cela d'articuler quatre formes d'engagement : les luttes et les mobilisations ; l'élaboration et la réflexion théorique ; la lutte contre l'hégémonie culturelle par la confrontation des idées et le débat public intellectuel, scientifique, artistique ; la mise en œuvre d'alternatives

concrètes à la logique dominante.

Pour caractériser la transition engagée, on peut mettre en avant la proposition d'une transition sociale, écologique, démocratique et géopolitique. Une transition sociale pour une plus grande justice sociale et contre les inégalités nationales et mondiales. Une transition écologique pour une plus grande justice environnementale en « changeant le système et pas le climat ». Une transition démocratique en refusant la confiscation des pouvoirs par des minorités et en inventant de nouvelles formes du politique. Une transition géopolitique en refusant toutes les formes de domination. La proposition de transition rappelle la nécessaire action dans le temps long ; elle n'élimine pas les indispensables accélérations que portent les révolutions.

La bataille des idées, avec ses dimensions culturelles, est un enjeu majeur. C'est elle que l'on retrouve dans la bataille pour l'hégémonie culturelle. Elle va impacter les changements dans les mouvements et interpellé leur évolution. La discussion sur l'articulation des contradictions et la mise en avant, en fonction des situations, des contradictions fondamentales ne justifie pas la subordination de certains mouvements à d'autres et ne remet pas en cause la diversité des mouvements sociaux et citoyens. La discussion sur l'intersectionnalité ne se limite pas aux rapports entre classes, genres et origines. Le rapport des mouvements aux pouvoirs et au politique est aussi interpellé. Dans les forums sociaux, le débat a été engagé sur l'*ONGéisation* des mouvements et la différenciation entre mouvements de mobilisation et mouvements d'influence par rapport à des pouvoirs étatiques ou d'entreprises. Ce débat impacte particulièrement les nouvelles formes générationnelles d'engagement et les changements dans le rapport entre individuel et collectif. Des changements culturels considérables sont à l'œuvre qui vont transformer les mouvements sociaux et citoyens.

Dans l'immédiat, la démarche proposée est de partir de la stratégie des mouvements sociaux et citoyens. De proposer à tous les mouvements et à leurs réseaux internationaux de définir leur stratégie par rapport aux changements et aux ruptures qui caractérisent la situation actuelle, et de mettre en évidence la dimension internationaliste de ces stratégies. La nouvelle phase de l'altermondialisme pourra être définie et construite à partir de cette redéfinition des stratégies des mouvements sociaux et citoyens et de leurs réseaux internationaux.

Notes

[1] Ce texte reprend et complète la préface du livre *Urgence antiraciste, pour une démocratie inclusive* paru en mars 2017 aux Editions du Croquant, avec des textes de Nils Anderson, Adda Bekkouche, Farid Bennaï, Saïd Bouamama, Martine Boudet (coord.), Claude Calame, Monique Crinon, Christian Delarue, Bernard Dréano, Mireille Fanon Mendès France, Patrick Farbiaz, Augustin Grosdoy, Gilles Manceron, Gus Massiah, Paul Mensah, Evelyne Perrin, Alice Picard, Louis-George Tin, Aminata Traoré.